

# Interdiction des mines antipersonnel : Rapport d'avancement des travaux

Rapport périodique du Canada sur l'interdiction des mines antipersonnel



Numéro 7, septembre 1998

## La Convention est ratifiée en un temps record

### L'élan qui anime le mouvement d'interdiction des mines continue de croître

Les ministres des Affaires étrangères de l'Autriche, du Canada, de la Norvège et de l'Afrique du Sud se sont joints au secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, pour saluer la quarantième ratification de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (la Convention d'Ottawa). Le 16 septembre, le Burkina Faso est devenu le quarantième État signataire de la Convention à la ratifier, ce qui permet de fixer la date de l'entrée en vigueur officielle de cette dernière.



Photo : Congress Photo Service (Tom Hansen)

Le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, M. Ablassé Ouédraogo, dépose une copie du certificat de ratification de son pays en présence du ministre canadien des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy.

Le 1er mars 1999, soit le premier jour du sixième mois suivant le dépôt de la quarantième ratification, la Convention deviendra une loi internationale contraignante pour chaque pays qui l'aura ratifiée. Le moment sera alors venu pour les États parties de se conformer aux obligations qu'elle impose, en particulier à celles de déminer les zones situées sur leur territoire et de détruire leurs stocks de mines antipersonnel. La Convention établit en outre un cadre complet de coopération et d'assistance internationales pour le déminage des pays touchés.

Chacun des quatre pays a apporté une importante contribution à la conclusion de la Convention d'Ottawa : l'Autriche a fourni l'ébauche du texte de la Convention, la Norvège a été, en septembre 1997, l'hôte des négociations qui ont débouché sur l'adoption du texte de la Convention, l'Afrique du Sud a présidé les négociations de la Convention à Oslo, et le Canada a été l'hôte de la cérémonie de signature de la Convention d'Ottawa, en décembre 1997.

« Un pas important a été accompli vers un monde exempt de mines antipersonnel, a déclaré le ministre canadien des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy. La Convention d'Ottawa ne se

contente pas d'énoncer de nobles buts. Elle est devenue un élément définitif du droit international. Ceci s'est produit remarquablement rapidement, et je félicite les pays qui ont signé et ratifié la Convention pour leur leadership. »

« Nous assistons à une grande percée en vue de faire disparaître le fléau des mines antipersonnel de la surface de la Terre et à un record pour ce qui est de l'entrée en vigueur d'un traité, a indiqué le ministre autrichien des Affaires étrangères, M. Wolfgang Schüssel. Nous allons surveiller de près l'application de l'interdiction, dénoncer ceux qui posent de nouvelles mines, comme au Kosovo et en Angola en ce moment, et aider les victimes. Notre obligation morale est devenue une obligation juridique. »

« La rapidité avec laquelle le processus a été ratifié montre bien la détermination de la communauté internationale à relever le défi que les mines antipersonnel posent à l'humanité. Les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales doivent intensifier leurs efforts concertés pour que les buts du traité produisent des résultats durables pour les millions de personnes et les communautés touchées dans le monde », a déclaré pour sa part le ministre norvégien des Affaires étrangères, M. Knut Vollebaek.

« La quarantième ratification est une grande étape vers l'enlèvement de ces armes terribles enfouies en Afrique, qui est le continent le plus miné. La Convention favorisera le déminage et l'aide aux victimes et contribuera ainsi énormément aux efforts que nous déployons pour faire renaître l'Afrique », a confié le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. Alfred Nzo. (suite en page 2)

## Contenu

LA CONVENTION EST RATIFIÉE EN UN TEMPS RECORD .....	1
RATIFICATION DE LA CONVENTION : LA CAMPAGNE SE POURSUIT .....	2
LA BOSNIE : UNE APPROCHE INTÉGRÉE; LA DESTRUCTION DES STOCKS .....	3
LE MOZAMBIQUE; SAUVÉS PAR SUPERMAN ET WONDER WOMAN! .....	4
L'INITIATIVE AMÉRICAINE DEMINING 2010 .....	5
BALISER LE CHEMIN QU'IL RESTE À PARCOURIR .....	6
LA CONFÉRENCE DE BUDAPEST; LE HANSEN CYCLE .....	7
LA JORDANIE SIGNE; UNE CONFÉRENCE À VIENNE EXAMINE L'APPLICATION .....	8
L'INITIATIVE LANDMINES MONITOR; LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DE MOSCOU .....	9
RESSOURCES DE L'ACTION CONTRE LES MINES .....	10-11
LE MINISTRE NOMME UNE AMBASSADRICE CANADIENNE À L'ACTION CONTRE LES MINES ..	11
LISTE DES PAYS ET CARTE DES SIGNATAIRES ET RATIFICATIONS .....	12-13



Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs  
and International Trade

Canada

## Ratification de la Convention : la campagne se poursuit

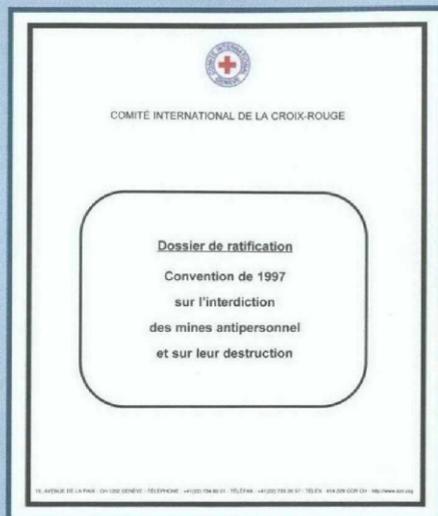
Pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le chemin qui a conduit les nations à signer la Convention d'Ottawa a commencé il y a de nombreuses années. Au cours de leur intervention dans les zones de conflit du monde entier, les chirurgiens de guerre du CICR ont constaté, au début des années 1990, qu'ils traitaient un nombre croissant de victimes des mines, dont une proportion effrayante de civils. Ce constat a été un facteur marquant à l'origine de l'appel lancé en vue d'une action.

En avril 1993, un symposium international sur les mines terrestres, à Montreux, en Suisse, a réuni des experts juridiques, médicaux et militaires de gouvernements, d'agences et d'organisations intéressés. En février 1994, le CICR a lancé sa première campagne publique contre les mines terrestres, avec le slogan « Interdisons les mines! ».

En conformité avec son mandat visant le développement et la défense du droit humanitaire international, le CICR et l'ensemble du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont participé activement au mouvement en faveur de l'interdiction totale des mines antipersonnel. À cette fin, ils ont mené des campagnes de sensibilisation du public et encouragé les milieux diplomatiques et militaires

à soutenir les efforts du CICR. Ces efforts se poursuivront dans le sillage de la signature de la Convention d'Ottawa afin d'appuyer la dynamique internationale en faveur de l'entrée en vigueur de la Convention le plus tôt possible, de coordonner et d'améliorer les soins donnés aux victimes et d'élargir la portée des programmes de sensibilisation préventive.

Après avoir consulté la Section des traités du Bureau des Affaires juridiques des Nations Unies à New York, le CICR a rédigé un document de référence visant à faciliter le processus d'adhésion à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et sur leur destruction. Il a préparé des « dossiers de ratification » en sept langues : anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. Ces dossiers renferment un résumé de la Convention et des instruments modèles de ratification ou d'accession. Ils décrivent la procédure que la plupart des États devront suivre pour signer et ratifier la Convention ou y adhérer et pour mettre en œuvre ses dispositions. Les dossiers ont été distribués aux représentants des États présents à la Conférence de signature de la Convention et au Forum d'action contre les mines à Ottawa. Le CICR a aussi distribué des dossiers de



ratification par l'entremise de ses délégations et des 186 sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et directement à l'occasion de réunions de l'ONU et d'organisations régionales.

En 1998, le CICR a milité/militera? en faveur de l'universalisation et de la ratification de la Convention à l'occasion de séminaires destinés à des représentants militaires et politiques dans 19 pays d'Europe et d'Asie.

On peut se procurer un dossier de ratification en s'adressant au bureau national de la Croix-Rouge le plus proche. 

Judith Lavoie  
la Croix-Rouge canadienne

(suite de la page 1)

Cent vingt-deux États ont signé la Convention lorsqu'elle a été ouverte à la signature pour la première fois, en décembre dernier. Aujourd'hui, 131 pays l'ont signée. Le rythme de ratification est très rapide si on le compare à celui de nombreux autres traités – signe que le vaste mouvement d'appui public et politique international à l'interdiction des mines antipersonnel se poursuit.

Les pays qui ont ratifié l'interdiction sont : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Andorre, l'Autriche, les Bahamas, la Belgique, le Belize, la Bolivie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Canada, la Croatie, le Danemark, Djibouti, l'ex-République yougoslave de Macédoine, les Fidji, la France, la Grenade, la Guinée équatoriale, la Hongrie, l'Irlande, la Jamaïque, le Malawi, le

Mali, Maurice, le Mexique, le Mozambique, Niue, la Norvège, le Pérou, le Royaume-Uni, le Saint-Siège, Saint-Marin, le Samoa, la Suisse, Trinité-et-Tobago, le Turkménistan, le Yémen et le Zimbabwe.

L'entrée en vigueur du traité mènera aussi à la première réunion des États parties, prévue pour le milieu de 1999. Les États parties à la Convention y examineront les progrès accomplis jusqu'alors dans la mise en œuvre du traité et fixeront de nouveaux buts pour élargir la coopération internationale afin de relever le défi que posent les mines antipersonnel à l'humanité.

Les quatre ministres ont demandé à tous les pays de se joindre aux États parties à la Convention et promis d'unir leurs efforts pour promouvoir une action efficace contre les mines antipersonnel dans le monde. 

## Sur le terrain

### La Bosnie : une approche intégrée

Le Canada a affecté 10 millions de dollars à un programme de cinq ans qui cible les répercussions des mines terrestres sur le plan humanitaire en Bosnie. Les mines demeurent un obstacle pernicieux à la reprise économique, à la réinstallation des réfugiés et à la stabilité nécessaire aux victimes de la guerre. Le problème a une ampleur telle que, malgré sa contribution assez substantielle, le Canada ne peut espérer avoir une influence décisive sans le soutien d'autres donateurs; c'est pour cela qu'il travaille en étroite collaboration avec la Norvège et l'Autriche et qu'il espère coopérer avec d'autres pays lorsque la chose est possible.

La Bosnie est, pour le Canada, un théâtre d'opérations unique. Environ 900 démineurs locaux ont suivi une formation sur les normes humanitaires du déminage, mais seul un petit nombre d'entre eux est mobilisé à la fois malgré la présence active de plusieurs organisations de déminage dans le pays. À la suite de la signature récente du protocole d'entente entre les Forces armées de l'Entité et le Centre d'action antimines de Bosnie-Herzégovine

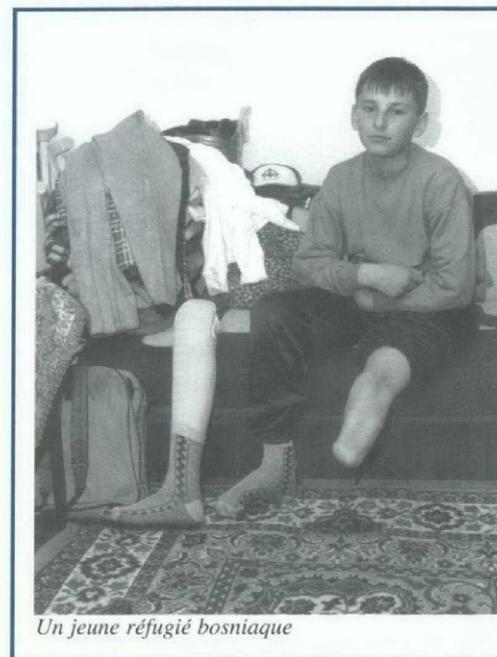
(BHMIC), 450 démineurs militaires bosniaques ont accepté de travailler conformément aux normes

humanitaires de l'ONU dans les secteurs prioritaires désignés par le BHMIC.

Pour tenir compte des besoins et des capacités uniques de la Bosnie, le Canada a élaboré un programme intégré et horizontal d'action contre les mines. Ce programme mise sur les ressources existantes et met à contribution les capacités du BHMIC, de la Force de stabilisation (SFOR) et des organisations non gouvernementales pour assurer une efficacité et une cohérence optimales. En outre, il appuie toute la gamme des mesures prises contre les mines, depuis la sensibilisation au problème des mines antipersonnel jusqu'à la réalisation de levés, en passant par l'assurance de la qualité, le déminage et la réhabilitation des

victimes. L'objectif ultime du programme est d'aider la Bosnie à se doter d'une capacité indépendante pour régler le problème et à maintenir cette capacité à long terme. 

Équipe d'action contre les mines du Canada



Un jeune réfugié bosniaque

Photo: John Rowland

### La destruction des stocks : éliminer les mines avant qu'elles ne soient posées

Le Canada voit dans la destruction des stocks de mines antipersonnel un objectif prioritaire et il cherche à élaborer, de concert avec d'autres partenaires, une approche « consortiale » du problème des stocks dans différents pays. Avec un arsenal mondial comptant des dizaines de millions de mines antipersonnel, le coût de destruction des stocks est faible si on le compare au coût du déminage (qui peut dépasser 1 000 \$ l'unité).

Aux termes de l'article 4, les signataires de la Convention sont tenus de détruire leurs mines antipersonnel et, aux termes de l'article 6, les États parties qui sont en mesure de le faire doivent fournir de l'assistance aux pays qui ont besoin d'aide pour détruire leurs stocks.

De l'avis du Canada, si les donateurs unissent leurs efforts et que les États détenteurs de stocks collaborent, on pourra effectivement

détruire ces mines avant qu'elles ne soient déployées. Le Canada accordera son aide pour autant que le pays concerné s'engage à adhérer aux dispositions de la Convention d'Ottawa en signant puis en ratifiant cette dernière.

Le Canada a déjà entamé des discussions avec l'Ukraine sur la destruction de son stock de mines et sur une éventuelle aide canadienne. 

Équipe d'action contre les mines du Canada

## Sur le terrain

### Le Mozambique : une priorité pour le Canada

Le Mozambique est l'un des pays les plus touchés par les mines terrestres; selon les estimations, un à deux millions de mines infestent son territoire.

Vu ses besoins humanitaires substantiels et son engagement manifeste en faveur d'une interdiction totale des mines terrestres, le Mozambique a été désigné pays prioritaire pour l'octroi d'un financement provenant du Fonds canadien d'action contre les mines. Une somme de 10,5 millions de dollars a été affectée à l'exécution d'un programme dans ce pays.

Le programme sera axé sur les objectifs suivants : organiser et effectuer un relevé national général

de niveau I pour recueillir de l'information sur l'emplacement général des zones suspectes ou minées; dresser des cartes; affecter des techniciens canadiens spécialistes de l'action contre les mines au Programme accéléré de déminage du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour aider à former du personnel local aux techniques de relevé et à la gestion d'une base de données.

L'aide canadienne vise à définir l'étendue du problème grâce à des données précises sur les zones minées. Une fois ces outils essentiels en place, les programmes d'action contre les mines seront axés sur des objectifs précis et éviteront les doubles emplois inutiles et coûteux, ce qui devrait favoriser la

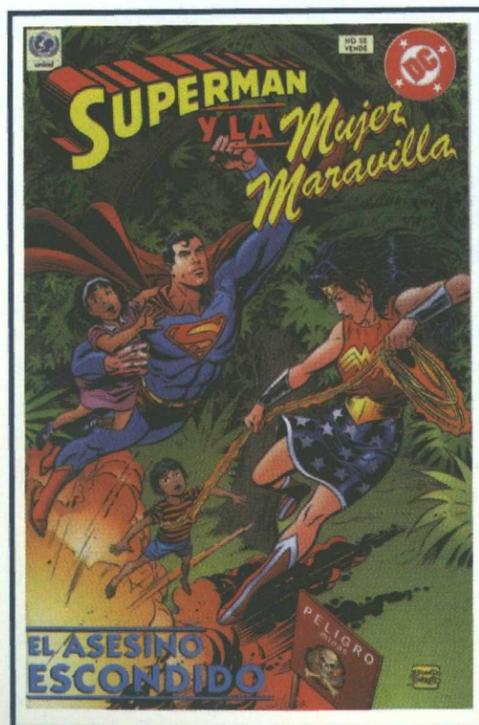


Opération de déminage au Mozambique

relance du Mozambique sur les plans économique et social.

À plus long terme, le projet devrait contribuer à réduire le nombre de victimes des mines, permettre aux réfugiés de regagner les terres qu'ils possédaient pour les cultiver, et aider à reconstruire l'infrastructure rurale.

Équipe d'action contre les mines du Canada



### Sauvés par Superman et Wonder Woman!

Le 11 juin, le secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, et l'ambassadeur Bill Richardson, représentant des États-Unis à l'ONU, ont donné le coup d'envoi à la plus récente initiative issue du partenariat entre le département américain de la Défense, DC Comics et l'UNICEF : un magazine de BD mettant en vedette Superman et Wonder Woman. La publication, intitulée Superman y la Mujer Maravilla : Al Asesino Escondido, vise à sensibiliser les enfants des pays infestés de mines au danger que présentent ces engins.

Le magazine, publié en espagnol et en anglais, raconte l'histoire de deux frères, Miguel et Diego, et de leur sœur Gabriela, qui trouvent des mines terrestres sur leur passage. Les deux superhéros leur donnent des conseils pratiques sur les façons de se protéger. La publication renferme également des jeux, une page d'autocollants, un jeu de 70 questions et une mise en garde : « Dites-le à vos amis : les mines tuent! »

Équipe d'action contre les mines du Canada

## Aller de l'avant

### L'initiative américaine Demining 2010 L'importance de la coordination internationale

En cette fin du XXe siècle, le fléau des mines antipersonnel qui menacent des civils innocents est devenu l'une des séquelles tragiques des troubles civils qui ont éclaté un peu partout dans le monde. Pour aider à venir à bout de ce problème, la secrétaire d'État Albright et le secrétaire de la Défense Cohen ont lancé « Demining 2010 Initiative », une initiative du Président Clinton, dont l'objectif est d'éliminer d'ici à 2010 la menace que posent les mines antipersonnel non enlevées. Ce projet fait appel à une coordination internationale efficace fondée sur des rapports étroits entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations internationales.

Pour faire progresser cette initiative et contribuer au Processus d'Ottawa, les États-Unis ont accueilli en mai dernier à Washington une conférence sur le déminage humanitaire dans le monde.

### Les États-Unis signeront la Convention d'Ottawa en 2006 s'ils parviennent à trouver une solution satisfaisante pour remplacer les mines antipersonnel et antichar en Corée.

Cette rencontre représente une étape importante dans le renforcement de la coordination internationale de l'aide apportée par les donateurs au déminage humanitaire, tâche dont s'acquitte le nouveau Service d'action contre les mines (SAM) de l'ONU. Les gouvernements des 20 grands pays donateurs membres du Groupe de soutien de l'action contre les mines, que préside la Norvège, appuieront activement les activités et prodigueront leurs conseils. Le SAM facilitera

l'interaction étroite entre les gouvernements, les ONG et les organisations internationales, ainsi que l'exécution des programmes sur le terrain dans les pays touchés par le problème des mines. À cette coordination renforcée s'ajoute un nouvel engagement de la part des participants à la Conférence d'accroître le niveau des ressources mondiales consacrées au déminage, particulièrement dans les secteurs de la recherche-développement (R-D) technologique, de l'aide aux victimes, de la sensibilisation au danger des mines, et du déminage.

Durant la Conférence, les États-Unis ont réaffirmé leur engagement de cesser toute utilisation des mines antipersonnel ailleurs qu'en Corée d'ici à 2003 et de s'employer à trouver des moyens de remplacer les mines en Corée d'ici à 2006.

La Conférence a mis l'accent sur l'amélioration de l'aide aux victimes, le renforcement du rôle des forces militaires dans les opérations de déminage humanitaire et les mesures propres à encourager la coopération entre les secteurs public et privé. Les participants ont notamment convenu de :

- Constituer de solides données de référence. Les États-Unis compilent les données les plus à jour sur la crise mondiale des mines antipersonnel en vue de les inclure dans leur publication Hidden Killers. Les délégués se sont réjoui de la principale conclusion de ce document, selon laquelle le nombre de mines enfouies serait inférieur aux estimations antérieures de 110 millions. Avec l'appui du SAM, les ONG procéderont à des relevés détaillés dans 10 des pays les plus durement touchés par les mines au cours des 30 prochains mois. L'UN

Foundation, qui gère la contribution de Ted Turner à l'ONU, offre d'apporter une contribution équivalente à celle des gouvernements donateurs à ce chapitre.

- Coordonner la R-D technologique et son application dans les pays touchés par les mines. Les États-Unis et la Commission européenne se sont entendus sur trois propositions spécifiques destinées à mettre au point des technologies de déminage humanitaires efficaces, sûres et abordables et à en accélérer l'utilisation. Plusieurs pays se sont dit intéressés à participer et l'ONU a accepté de coordonner l'effort de R-D.



La Conférence de Washington

La Conférence de Washington et l'annonce de la politique américaine relative aux mines antipersonnel ont fourni la preuve de l'engagement des États-Unis de mettre un terme au fléau des mines terrestres qui tuent des civils innocents, et de faire de cette réalisation « une question d'années et non de décennies ». Grâce à une coordination internationale efficace, cet objectif peut être atteint. Les États-Unis ont l'intention d'y travailler avec leurs partenaires de la communauté internationale.

Karl Frederick Inderfurth  
Représentant spécial des États Unis  
pour le déminage humanitaire dans le monde

## Aller de l'avant

### Baliser le chemin qu'il reste à parcourir

« Ottawa » n'a pas marqué la fin du parcours mais a plutôt servi de balise sur une voie qu'il reste encore à définir. Il faut donc en terminer le balisage avant de pouvoir aller plus loin.

Un programme global d'enquête est nécessaire, afin de répondre à diverses questions. Par exemple : Où sont les mines? Quel est leur impact? Pourquoi devrions-nous y consacrer des ressources? Combien faudra-t-il dépenser pour résoudre le problème?

Le « Groupe de contact sur les relevés et enquêtes » (SCG) s'occupe surtout de réunir des spécialistes et des décideurs dans une série d'ateliers afin d'élaborer un mécanisme d'enquête. Le Survey Working Group (SWG) comprend :

- le Centre international de déminage humanitaire - Genève (Suisse);
- Handicap International (Belgique et France);
- la Mine Clearance Planning Agency (Afghanistan);
- la Vietnam Veterans of America Foundation / Veterans International (États-Unis);
- le Landmine Survivors Network (États-Unis);
- Medico International (Allemagne);
- Norwegian Peoples' Aid (Norvège);
- le Mines Advisory Group (Royaume-Uni);
- le Service d'action contre les mines (SAM) de l'ONU.

#### Ottawa II Mars 1998

Le Groupe de contact sur les relevés et enquêtes (SCG) est formé. Le SCG s'engage notamment à créer un mécanisme de relevé et d'enquête.



#### Bruxelles I Avril 1998

Le « Survey Working Group » (SWG) est créé. On élabore et accepte les principes et les normes concernant les relevés et les enquêtes.



#### Bruxelles II Juin 1998

Le « Survey Task Force » (STF) est créé. Le service d'action contre les mines (SAC) est mis sur pied afin d'accélérer l'action contre les mines. La WAF/VI est chargée de gérer le SAC.

Le SWG a réussi à élaborer des normes et des principes améliorés applicables aux relevés généraux de niveau I en ce qui concerne le repérage des munitions et des explosifs non explosés et à mettre sur pied un Survey Task Force (STF) doté de mécanismes d'exécution fondés sur l'expérience et les ressources de levé disponibles.

Ce processus d'enquête crée un plan directeur que peuvent utiliser des groupes professionnels reconnus afin d'effectuer des relevés standardisés sous l'égide du SAM, ce qui garantit une collecte et un traitement systématiques de l'information, qui sera distribuée de façon transparente dans un cadre d'assurance de la qualité.

#### « Survey Working Group »

GICHD, HI, LSN, MAG, MCPA, NPA, UNMAS, WAF/VI  
Groupes axés sur les politiques, les sujets et la présentation ayant trait aux relevés et aux enquêtes.



#### Groupe de contact sur les relevés et les enquêtes

Groupes d'intérêts à large base (communauté des donateurs, ONG, organisations internationales)



#### « Survey Task Force »

##### « Survey Executive »

HI, LSN, MCPA, NPA, WAF/VI  
Comité supervisant l'action contre les mines et assurant le respect des principes et des normes  
**Service d'action contre les mines**  
Facilite la mise en oeuvre des relevés et des enquêtes par l'intermédiaire de divers mécanismes.

Des décisions éclairées qui reposent sur de bons renseignements donneront aux planificateurs de l'action contre les mines des indicateurs quantifiables leur permettant d'établir des priorités et de mobiliser des ressources.

Le mécanisme de relevé permet d'effectuer rapidement, partout dans le monde, des relevés généraux de niveau I pour le repérage des munitions et des explosifs non explosés. Une base élargie d'indicateurs quantifiables – comme des estimations socio-économiques et des évaluations concernant les victimes des mines – fournira des données de référence avec lesquelles la communauté internationale pourra mesurer les progrès accomplis.

Dave McCracken  
Gestionnaire de program  
Survey Action Centre  
Vietnam Veterans of America Foundation / Veterans International (E.U.)

## Aller de l'avant

### La Conférence de Budapest : les mines antipersonnel, une arme du passé

Le gouvernement hongrois a accueilli à Budapest en mars 1998 une conférence régionale de trois jours sur les mines antipersonnel. Sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la conférence a réuni des représentants de gouvernements et d'organisations non gouvernementales de 19 pays d'Europe centrale et orientale. Le président du CICR, M. Cornelio Sommaruga, l'a conclue par une déclaration selon laquelle les mines sont « une arme du passé, non de l'avenir ».

La majorité des discussions ont porté sur le coût humain et l'utilité militaire des mines antipersonnel. Les participants, dont bon nombre représentaient des ministères de la Défense et des Affaires étrangères des pays de la région, ont adopté une déclaration finale très ferme affirmant que le coût des mines antipersonnel sur le plan humain dépasse largement leur utilité militaire et qu'il faut agir en faveur d'une adhésion à la Convention d'Ottawa dans les meilleurs délais.

Dix gouvernements de la région étaient déjà signataires de la Convention et, durant la conférence, le président de la Hongrie, Arpad Goncz, a signé l'instrument de ratification de son pays.

Équipe d'action contre les mines du Canada

### Le HansenCycle

#### Une technologie judicieuse pour les victimes des mines

Depuis sa tournée de l'« Homme en mouvement » – le tour du monde de Rick Hansen en chaise roulante – jusqu'à la création récente de l'Institut qui porte son nom, le Canadien Rick Hansen a consacré sa vie à des initiatives qui ont une incidence marquée sur la santé et la qualité de vie des personnes handicapées. C'est dans cette perspective qu'il a vu à la mise au point d'un vélo manuel qui aidera beaucoup les victimes des mines terrestres.

Le HansenCycle a été conçu par Rick Hansen Enterprises pour répondre aux besoins des personnes à mobilité réduite dans les pays en

développement. Véhicule utilitaire manœuvré à la main, ce vélo robuste et durable permet à des personnes handicapées de se déplacer et de transporter leurs effets sur tous les types de terrain, ce qui fait du HansenCycle un appareil

idéal pour les victimes de mines terrestres. Il leur donne de l'indépendance et la possibilité de travailler et de participer pleinement à la vie de leur communauté.

Pour plus de renseignements sur le HansenCycle, communiquer avec Mike Reid de Rick Hansen Enterprises au (604) 822-9079.

Mike Reid  
Rick Hansen Enterprises



**Aller de l'avant**

## La Jordanie signe la Convention

### Les ONG génèrent une dynamique au Moyen-Orient

La première réunion régionale sur les traumatismes causés par les mines terrestres et les activités de réhabilitation au Moyen-Orient, « Surviving the Scourge of Landmines », a eu lieu à Amman les 11 et 12 juillet sous l'égide de Sa Majesté la Reine Noor Al Hussein. La réunion était organisée par le Landmine Survivors Network et la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT), et parrainée par la Norvège et le Canada.

Durant la séance plénière d'ouverture, la reine Noor a annoncé que son pays signerait la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Ainsi, le 12 août, la Jordanie est devenue le 129<sup>e</sup> signataire de la Convention. On ne trouve que quatre autres pays signataires dans la région : le Yémen (qui a ratifié l'entente), l'Algérie, le Qatar et la Tunisie. L'engagement de la Jordanie sur la question des mines antipersonnel et

l'adhésion à la Convention suscitera sans doute de l'enthousiasme dans d'autres pays du Moyen-Orient, et fera – on l'espère – boule de neige, encourageant d'autres pays à signer la Convention. On observe, au sein de la communauté des organisations non gouvernementales (ONG) de la région, un engagement solide et un élan en vue d'inciter chacun des gouvernements de la région à interdire l'emploi, la production, l'exportation et le stockage des mines terrestres.

Le Landmine Survivors Network a présenté une charte des droits des survivants des mines antipersonnel, alors que les gouvernements et les organismes internationaux, les ONG et les autorités religieuses de la région se sont engagés à établir des centres nationaux et régionaux

de réhabilitation, ainsi qu'à favoriser l'adoption de mesures législatives et l'application de politiques qui offriront aux victimes et aux personnes handicapées par les mines des soins abordables et de qualité et des traitements efficaces.

*Équipe d'action contre les mines du Canada*



*Sa Majesté la Reine Noor de Jordanie*

## Une conférence à Vienne examine l'application de la Convention

En juillet 1998, l'Autriche et l'Italie ont accueilli à Vienne le colloque européen sur la mise en œuvre des obligations conventionnelles des forces armées en ce qui concerne les mines antipersonnel. Trente-trois pays ont pris part à ce colloque, le premier du genre organisé par les ministères de la Défense à l'intention des experts militaires.

Avec pour toile de fond le processus de ratification rapide de la Convention d'Ottawa, les participants se sont penchés sur les défis que doit surmonter la Convention et sur les objectifs de cette dernière. Le colloque a démontré et évalué les méthodes de détection, d'enlèvement et de destruction des mines, et il a mis l'accent sur la coordination et la coopération internationales en ce qui concerne l'action contre les mines. Les participants ont échangé sur leur expérience de destruction des stocks, en gardant à l'esprit les préoccupations environnementales et la rentabilité de l'opération.

Le colloque s'est révélé un forum utile où discuter d'une façon coordonnée et cohérente de l'application de l'expertise militaire au déminage humanitaire. Il a aussi proposé aux participants des moyens concrets d'atteindre les objectifs de la Convention d'Ottawa.

*Équipe d'action contre les mines du Canada*

**Aller de l'avant**

## La Campagne internationale contre les mines terrestres lance l'initiative Landmines Monitor

Du 15 au 18 septembre 1998, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et les responsables des campagnes nationales se sont réunis à Dublin, en Irlande, pour discuter du Landmines Monitor, un réseau qui doit permettre à la société civile de vérifier dans quelle mesure les nations respectent la Convention d'Ottawa et de suivre d'autres aspects de la crise mondiale des mines terrestres. Cette initiative doit servir d'appoint aux mécanismes déjà établis par la Convention en ce qui a trait à la préparation de rapports et à la vérification de la conformité par les États. Elle devrait assurer un apport continu de données normalisées et de haute qualité recueillies sur le terrain en ce qui concerne tous les aspects de la crise. Les conclusions du réseau feront l'objet d'un rapport annuel.

L'initiative Landmines Monitor requiert la participation des communautés affectées par les mines, des campagnes nationales organisées sous la bannière de la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT), des ONG, des organisations internationales, des médias et des simples citoyens. La Convention d'Ottawa n'aurait pu voir le jour sans l'appui et la contribution des populations vivant dans les zones infestées de mines; les gens de partout doivent coopérer pour veiller à l'application de la Convention.

L'initiative Landmines Monitor espère profiter de l'expérience acquise avec d'autres conventions et traités concernant les

femmes, l'environnement, les droits de la personne, la paix et le désarmement. Bien que ce soit une initiative de la CIMT, la responsabilité globale de l'élaboration et de la coordination du réseau ainsi que de la préparation du rapport annuel a été confiée à un « groupe central » formé de Handicap International, Human Rights Watch, le Kenyan Coalition Against Landmines, Mines Action Canada et le Norwegian Peoples' Aid. Ce groupe collabore avec un « groupe de travail » plus vaste composé d'ONG qui entendent participer très activement à l'initiative.

En plus de permettre aux participants d'échanger de l'information, de faire le point sur les recherches réalisées et les données recueillies et de cerner les lacunes et les besoins, le Landmines Monitor a offert des ateliers et a mis l'accent sur l'élaboration en commun de méthodes de recherche et de mécanismes de présentation de rapports. Pour participer à l'initiative Landmines Monitor ou pour obtenir plus d'information à son sujet, veuillez communiquer avec les membres du groupe central, Human Rights Watch, 1522 K St. NW #910, Washington, DC, USA, tél. : (202) 371-6592, téléc. : (202) 371-0124 — ou Action Mines Canada (AMC), 1 rue Nicholas, pièce 1210, Ottawa (Ontario) K1N 7B7, tél. : (613) 234-6755, courrier : macpaul@web.net

*Mary Wareham, Human Rights Watch*

## La conférence régionale de Moscou : de nouvelles mesures pour un avenir sans mines

Du 27 au 29 mai, la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT), en collaboration avec International Physicians for the Prevention of Nuclear War, a tenu la première conférence d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales sur les mines terrestres en Russie. Les participants sont venus des quatre coins de l'ancienne Union soviétique et de pays aussi éloignés que l'Australie et le Pakistan; la réunion avait pour but de les encourager à adhérer au concept d'une interdiction totale et inconditionnelle des mines terrestres et à se joindre au Processus d'Ottawa.

Tant pour ce qui est d'une éventuelle campagne que pour l'évolution de la politique, les progrès dans cette région se feront par étapes, qui si elles sont limitées n'en seront pas moins

significatives. Par exemple, la Russie a déclaré un nouveau moratoire de cinq ans sur l'exportation de mines de première génération (qui ne sont pas dotées d'un mécanisme d'autodestruction et ne sont pas repérables par des détecteurs de mines). De plus, elle détruira 500 000 mines antipersonnel cette année et élargira sa participation aux activités de déminage humanitaire partout dans le monde. Ces gestes pourraient encourager les participants à la campagne et les défenseurs de

**La Russie détruira 500 000 mines antipersonnel cette année et élargira sa participation aux activités de déminage humanitaire partout dans le monde.**

l'interdiction des mines à s'exprimer sur cette question pour la première fois, ou donner naissance à une nouvelle campagne ou à des ONG à vocation humanitaire.

La valeur d'une conférence comme celle de Moscou réside dans le fait qu'elle a offert à tout un éventail de participants de la région – notamment des ONG, des associations d'anciens combattants, des organisations religieuses, des médecins et des fonctionnaires – une première occasion de se pencher sur la question des mines terrestres, de discuter de l'impact humanitaire de ces engins et d'examiner les options à leur disposition pour contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale afin de débarrasser la planète de ces armes meurtrières une fois pour toutes.

*Équipe d'action contre les mines du Canada*

## Ressources de l'action contre les mines

Tous les documents sont offerts en français et en anglais ou en version bilingue et peuvent être commandés au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international :

Tél. : 1 800 267-8376 (sans frais au Canada)  
(613) 944-4000 (appels locaux ou de l'étranger)  
Télec. : (613) 996-9707

### Ressources imprimés

- ➔ *Interdiction des mines antipersonnel : rapport d'avancement des travaux*  
Rapport trimestriel du Canada sur l'interdiction des mines antipersonnel (lustré, 4 couleurs, 12 pages)
- ➔ *Rapport mensuel d'avancement des travaux* (2-3 pages)
- ➔ *L'interdiction complète des mines terrestres*  
Un court document d'information ( 2 pages)  
Long document (5 pages)
- ➔ *Dossier de ratification de la Convention de 1997 sur l'interdiction des mines antipersonnel et sur leur destruction*  
Produit par le Comité international de la Croix-Rouge (format 8 1/2 x 11, 5 pages, aussi offert en espagnol)
- ➔ *Introduction à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, et sur leur destruction : « le Traité d'Ottawa »*  
(Format 8 1/2 x 11, 23 pages, publication également offerte en arabe, en espagnol, en chinois et en russe)



### Ressources électroniques

#### Vidéos

- ➔ *Interdisons les mines terrestres* - 5 minutes (conçue pour la Conférence de décembre 1997)
- ➔ *Un pas à la fois* - 24 minutes (document parfaitement adapté pour les radiodiffuseurs; les droits internationaux de diffusion ont été obtenus pour les images d'archives; les sommes obtenues pour le droit de diffusion peuvent être versées à des ONG; aussi offerte en russe et en espagnol)
- ➔ *Des années et non des décennies* - version courte, 5 à 7 minutes (sera disponible à la fin de septembre; document idéal pour les conférences)

#### Cédérom

- ➔ *Interdisons les mines terrestres! Le processus d'Ottawa et le mouvement international pour interdire les mines terrestres*

#### Sites Web

- ➔ « PASSAGE » : [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca)
- ➔ Mines Action Canada : [www.minesactioncanada.com](http://www.minesactioncanada.com)
- ➔ Campagne internationale contre les mines terrestres : [www.icbl.org](http://www.icbl.org)
- ➔ Comité international de la Croix-Rouge : [www.icrc.org](http://www.icrc.org)



## Pour entrer en contact avec l'Équipe d'action contre les mines du gouvernement du Canada :

- ➔ **Équipe d'action contre les mines, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international**  
(613) 944-1643
- ➔ **Assistance humanitaire internationale, Direction générale des programmes multilatéraux, Agence canadienne de développement international**  
(819) 994-3936
- ➔ **Ministère de la Défense nationale**  
(613) 992-3988
- ➔ **Industrie de l'espace, d'électronique et de la défense, Industrie Canada**  
(613) 941-8123

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a pris les commandes en ce qui concerne la ratification et l'universalisation du traité, la coordination internationale, l'établissement des priorités à l'échelle mondiale et le suivi de la mise en oeuvre de la convention. Le MAECI collabore également avec le ministère de la Défense nationale (MDN) relativement à la destruction des stocks de mines antipersonnel. Quant à l'ACDI, elle s'occupe des opérations de déminage et de l'aide aux victimes. Le MDN et le ministère de l'Industrie coopèrent à la recherche, au développement et à la commercialisation des technologies canadiennes appropriées en matière de déminage. 

## Le ministre nomme une ambassadrice canadienne à l'action contre les mines

En mai, le ministre des Affaires étrangères du Canada, M. Lloyd Axworthy, a annoncé la nomination de Mme Jill E. Sinclair au poste d'ambassadrice à l'action contre les mines. Mme Sinclair est secondée dans ses fonctions par la nouvelle Équipe d'action contre les mines au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

« La nomination d'une ambassadrice à l'action contre les mines et la formation de l'Équipe d'action contre les mines sont des mesures positives visant à honorer l'engagement que nous avons pris aux termes de l'Agenda d'action contre les mines, a déclaré M. Axworthy. Le Canada maintient l'élan imprimé par le Processus d'Ottawa II et revoit continuellement les efforts qu'il consacre à cette importante initiative humanitaire. »

Le poste d'ambassadeur à l'action contre les mines a été créé pour veiller à ce que la Convention soit appliquée efficacement. L'Équipe d'action contre les mines s'occupera de la mise en vigueur, de l'universalisation et de l'application intégrale des dispositions de la Convention, en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international, le ministère de la Défense nationale et Industrie Canada. 

DOCS  
 CA1  
 EA  
 A65  
 Septembre  
 1998

# Mine Ban: Progress Report

Dept. of External Affairs  
 Min. des Affaires étrangères



Regular Report Provided by Canada on the Anti-Personnel Mine Ban

FEB 12 1998

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
 RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Number 7, September 1998

## AP Mine Ban Convention Sets Ratification Record Momentum Behind Movement to Ban Landmines Continues to Grow

The foreign ministers of Austria, Canada, Norway and South Africa joined Secretary General of the United Nations Kofi Annan in celebrating the fortieth ratification of the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel (AP) Mines and on Their Destruction, known as the Ottawa Convention. On September 16, Burkina Faso became the fortieth signatory to ratify, setting the date for the formal entry-into-force of the Convention.

"This is a significant step toward a world free of anti-personnel mines," said Canada's Minister for Foreign Affairs Lloyd Axworthy. "The Ottawa Convention is now more than a noble document, it has become a permanent part of international law. This has happened remarkably quickly and I commend all the countries that have signed and ratified the Convention for their leadership."

"A major breakthrough for ridding the world from the evil of anti-personnel mines and record speed for a treaty becoming effective," said Austria's Minister of Foreign Affairs, Wolfgang Schüssel. "We will closely watch the implementation of the ban, expose the culprits for the laying of new mines, like right now in Kosovo and Angola, and assist those suffering under the mines. Our moral obligation has become a legal one."

"The rapid ratification process is a clear expression of the determination of the international community to overcome the humanitarian challenge posed by anti-personnel mines. Governments, international organizations and NGOs must intensify their concerted efforts to translate the goals of the Convention into lasting results for the millions of affected people and communities worldwide," said Norway's Minister of Foreign Affairs, Knut Vollebaek. "This marks a major step forward in ridding Africa, the most mine-afflicted continent, from these terrible weapons. (continued on page 2)



Canapress Photo Service (Tom Hansen)

Burkina Faso Foreign Minister Ablassé Ouédraogo holds a copy of his nation's ratification certificate while Canadian Foreign Minister Lloyd Axworthy looks on.

On March 1, 1999, the first day of the sixth month following the fortieth ratification, the Convention will become binding international law for every country that has ratified. On that day, the clock starts ticking for States Parties to comply with the obligations in the Convention — in particular, clearing AP mines from their land and destroying stockpiles. In addition, the Convention provides a comprehensive framework for international co-operation and assistance to mine-affected countries.

The four countries each made important contributions to the successful conclusion of the Ottawa Convention, among which: Austria provided the text of the draft Convention; Norway hosted the negotiations in September, 1997, leading to the adoption of the Convention text; South Africa chaired the Convention negotiations in Oslo; and Canada hosted the signing ceremony for the Ottawa Convention in December, 1997.

### WHAT'S INSIDE

AP MINE BAN CONVENTION SETS RATIFICATION RECORD.....	1
RATIFICATION: THE CAMPAIGN CONTINUES.....	2
BOSNIA: INTEGRATED MINE ACTION; STOCKPILE DESTRUCTION.....	3
MOZAMBIQUE; SUPERMAN AND WONDER WOMAN TO THE RESCUE.....	4
U.S. 2010 INITIATIVE.....	5
SURVEY NEEDED FOR THE ROAD AHEAD.....	6
BUDAPEST CONFERENCE; THE HANSEN CYCLE.....	7
JORDAN SIGNS TREATY; VIENNA CONFERENCE EXAMINES IMPLEMENTATION.....	8
LANDMINES MONITOR INITIATIVE; MOSCOW REGIONAL CONFERENCE.....	9
MINE ACTION RESOURCES.....	10-11
MINISTERIAL APPOINTMENT: CANADIAN AMBASSADOR FOR MINE ACTION.....	11
LIST OF COUNTRIES AND MAP OF SIGNATORIES AND RATIFICATIONS.....	12-13



Department of Foreign Affairs  
 and International Trade

Ministère des Affaires étrangères  
 et du Commerce international

Canada

## Ratification: The Campaign Continues

For the International Committee of the Red Cross (ICRC), the road to nations signing the Ottawa Convention began many years ago. Active in conflict zones around the world, the ICRC war surgeons found themselves treating an increasing number of mine victims in the early 1990's, including an appalling proportion of civilians. This reality was a stark motivator behind a comprehensive call to action.

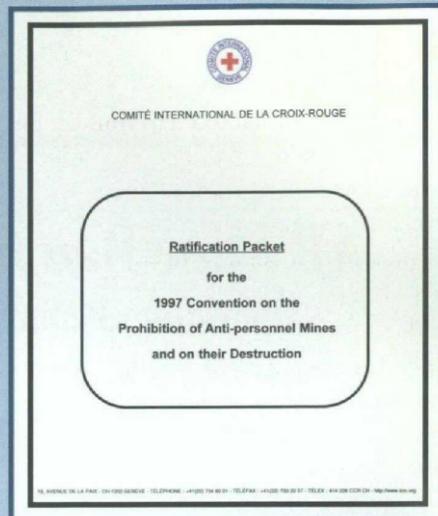
An international symposium on landmines held in Montreux, Switzerland, in April 1993 brought together legal, medical and military experts from interested governments, agencies and organizations. In February 1994, the ICRC launched its first-ever public advocacy campaign against landmines using the slogan "Landmines Must be Stopped."

In keeping with its mandate for the development and promotion of international humanitarian law, the ICRC and the entire International Red Cross and Red Crescent Movement have been actively involved in the drive to impose a total ban on anti-personnel mines. This was done through public awareness campaigns and by

encouraging diplomatic and military circles to support the ICRC effort.

Following the signature of the Ottawa Convention, the ICRC endeavor will continue in order to: support international response for the earliest possible entry-into-force of the Convention; to co-ordinate and improve the care given to victims; and extend preventive mine-awareness programs.

The ICRC, after consultations with the Treaty Section of the United Nations (UN) Office of Legal Affairs in New York, has developed a reference document to facilitate the process of adherence to the 1997 Convention on the Prohibition of Anti-Personnel Mines and their Destruction. The ICRC prepared Ratification Packets in seven languages: Arabic, Chinese, English, French, Portuguese, Russian and Spanish. They contain summaries of the Convention and model instruments of ratification or accession. The Ratification Packets, which were distributed to the representatives of the states attending the Convention Signing Conference and Mine Action Forum in Ottawa, describe the procedure which most states will need to follow to sign and ratify or accede



to the Convention and implement its provisions.

The ICRC also distributed Ratification Packets through all its delegations and 186 National Red Cross and Red Crescent Societies and directly through meetings of the UN and regional organizations. In 1998, the ICRC will be promoting universalization and ratification through seminars for military and political officials from 19 European and Asian countries.

Ratification Packets can be obtained at any Red Cross national office near you. 

Judith Lavoie, Canadian Red Cross

(continued from page 1)

The Convention will also promote mine clearance and victim assistance to mine victims thereby contributing significantly to our African renaissance efforts," said South Africa's Foreign Minister Alfred Nzo.

One hundred and twenty-two states signed the Convention when it first opened for signature last December. There are now 131 signatories and, compared to many other treaties, the pace of ratification has been very rapid, signalling the continued strong international political and public momentum behind the ban.

Countries that have ratified the ban are: Andorra, Austria, Bahamas, Belize, Belgium, Bolivia, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Burkina Faso, Canada, Croatia, Denmark, Djibouti, Equatorial Guinea, Fiji, the Former

Yugoslav Republic of Macedonia, France, Germany, Grenada, The Holy See, Hungary, Ireland, Jamaica, Malawi, Mali, Mauritius, Mexico, Mozambique, Niue, Norway, Peru, Samoa, San Marino, South Africa, Switzerland, Trinidad and Tobago, Turkmenistan, the United Kingdom, Yemen and Zimbabwe.

Entry-into-force will also lead to the First Meeting of the States Parties, expected in mid-1999. At that meeting, countries that are party to the Convention will gather to review progress to date in implementing the Convention and set new goals for increased international co-operation to meet the humanitarian challenges of AP mines.

The four Ministers called upon all countries to join them in becoming States Parties to the Convention and pledged to work together to promote effective global mine action. 

## News from the Field

### Bosnia: Integrated Mine Action

Canada has earmarked \$10 million for a five-year program to address the humanitarian impact of landmines in Bosnia. Landmines remain a pernicious obstacle to economic recovery, refugee resettlement and stability for victims of the war. Despite our relatively large contribution, the magnitude of the landmine problem is such that Canada cannot make a decisive impact without the support of other donors. For this reason, we are working closely with Norway and Austria in Bosnia, and hope to co-operate with other countries where possible.

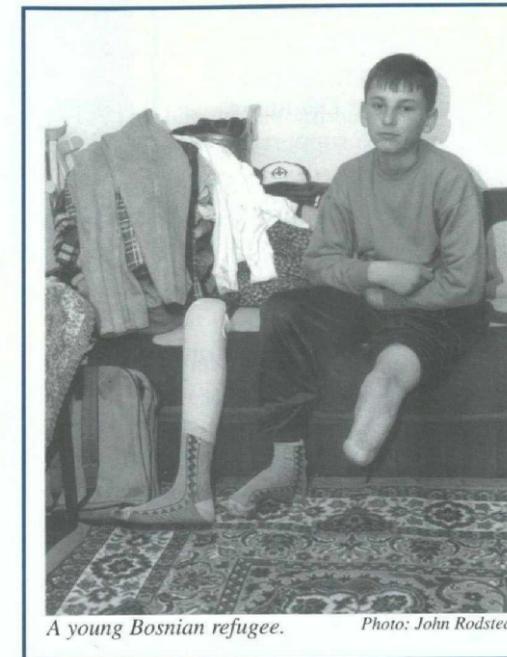
Bosnia is a unique operating environment for Canada. Approximately 900 local deminers are trained in humanitarian standards of mine clearance, but only a small portion are active at any given time, despite the various demining organizations operating in the country. With the recent signature of a Memorandum of Understanding between the Entity Armed Forces and the

Bosnia Herzegovina Mine Action Centre (BHMIC), 450 indigenous military deminers have agreed to work to the humanitarian standards of the United Nations in priority areas designated by the BHMIC.

To accommodate the unique needs and capacities in Bosnia, Canada has developed an integrated, horizontal mine action program. It relies upon existing resources using the respective strengths of the BHMIC, Stabilization Force (SFOR), and Non-Governmental Organizations (NGOs) to ensure maximum effectiveness and coherence. It also supports activities across the spectrum of mine action, from mine awareness to surveying, quality assurance, mine clearance and rehabilitation of victims.

The ultimate goal of the program is to assist Bosnia in developing and maintaining an independent capacity to address the landmine problem over the long term. 

Canada's Mine Action Team



A young Bosnian refugee. Photo: John Rodsted

### Stockpile Destruction: Destroying Mines Before They Reach the Ground

Canada attaches a high priority to stockpile destruction and is looking to develop, with other partners, a consortia approach to address the stockpile issue in a range of countries around the world. With tens of millions of anti-personnel (AP) mines in the global stockpile, the cost of destroying mines on the shelf is low, compared to the cost of clearing mines out of the ground which can be over \$1 000 per mine.

The destruction of stockpiled AP mines is also an obligation for signatories under Article 4 of the Ottawa Convention. Further, State Parties in a position to do so are obliged in Article 6 to provide assistance for the destruction of stockpiles.

Canada believes that, with a partnership of donors and a clear willingness on the part of the state possessing the stockpile, stockpiles can effectively be destroyed before they reach the ground.

Canadian assistance for stockpile destruction will be linked to a commitment from the state holding the stockpile to adhere to the terms of the Ottawa Convention by signing and eventually ratifying the Convention.

Canada has already initiated discussions with the Ukraine on stockpile destruction and possible Canadian assistance. 

Canada's Mine Action Team

## News from the Field

### Mozambique: A Priority for Canada

With an estimated one to two million landmines contaminating the country's geography, Mozambique is one of the world's most heavily-mined nations.

As a result of Mozambique's substantial humanitarian need and the country's demonstrated commitment to support a global ban on landmines, Mozambique has been designated a priority for funding from the Canadian Landmines Fund. A total allocation of \$10.5 million has been set aside for a program in Mozambique.

The program will focus on organizing and conducting a national level-one general survey aimed at gathering information on the general location of suspected or

mined areas; the production of maps; and the provision of Canadian technical mine action specialists to the United Nations Development Program's Accelerated Demining Program to support training of survey personnel and database management.

Canadian assistance is aimed at defining the extent of the mine problem through the provision of accurate mined-area data. With these essential tools in place, mine action programs will be focused, avoid unnecessary and costly duplication, and be in a position to efficiently promote the economic and social recovery of Mozambique.



Demining operation in Mozambique

Photo: John Rodved

Over the longer term, the program is expected to lay the foundation for: a decline in mine-related casualties; the recovery of previously-held land, thereby enabling refugees to return and cultivate these areas; and the reconstruction of rural infrastructure. 

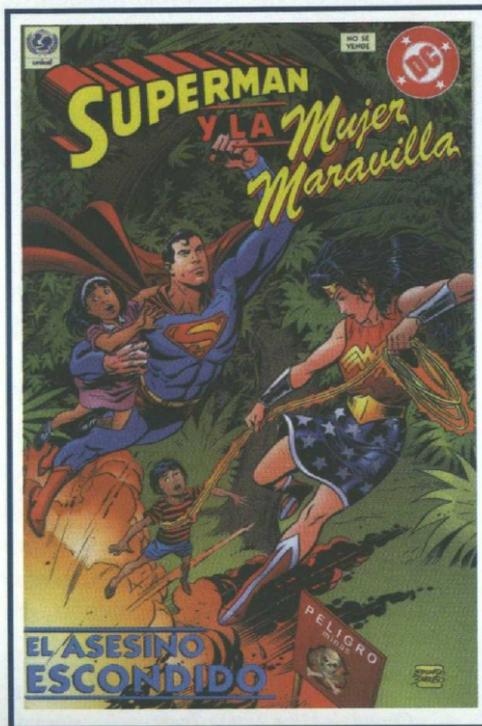
Canada's Mine Action Team

### Superman and Wonder Woman to the Rescue

On June 11, United Nations Secretary General Kofi Annan and Ambassador Bill Richardson, U.S. Representative to the United Nations, launched the latest effort of the U.S. Department of Defence, DC Comics and UNICEF partnership — a Superman and Wonder Woman comic book. The comic book, entitled *Superman y la Mujer Maravilla: Al Asesino Escondido*, seeks to promote mine awareness among children of mine-affected countries.

The comic book, which is available in both Spanish and English, tells the story of two brothers, Miguel and Diego, and their sister Gabriela who encounter landmines. The super duo give them practical information on how to keep safe. The comic book includes games and a page of stickers together with a 70-point quiz and the warning: "Spread the Word: Mines Kill!" 

Canada's Mine Action Team



## Moving Forward

### U.S. 2010 Initiative: The Importance of International Co-ordination

As we near the end of the 20th Century, the scourge of anti-personnel (AP) mines threatening innocent civilians has become a tragic legacy of civil strife worldwide. In order to help tackle this problem, U.S. Secretary of State Albright and Secretary of Defense Cohen launched President Clinton's Demining 2010 Initiative. The Initiative seeks to eliminate the threat to civilians of uncleared AP mines by 2010 through effective international co-ordination involving close interaction among governments, non-governmental organizations (NGOs), and international organizations (IOs).

To further this Initiative and contribute to the Ottawa process, the U.S. hosted the Washington Conference on Global Humanitarian Demining in May, 1998.

*The U.S. will sign the Ottawa Convention by 2006 if we succeed in identifying and fielding suitable alternatives to our AP mines for Korea and to our mixed anti-tank munitions by then.*

The Conference represents a major step forward in consolidating international co-ordination for donor assistance to humanitarian demining, centered in the new United Nations Mine Action Service (UNMAS). Activities will be carried out with the active support and guidance of

the twenty major donor governments comprising the Norwegian-chaired Mine Action Support Group. UNMAS will facilitate close interaction between governments, NGOs, IOs and on-the-ground programs in mine-affected countries. This enhanced co-ordination is complemented by a new commitment on the part of Conference participants to increase the level of global resources devoted to demining, particularly in the areas of technology research and development (R&D), victim assistance, mine awareness and mine removal.

During the Conference, the U.S. reaffirmed its commitment to end the use of all AP mines outside Korea by 2003 and to seek to have AP mine alternatives ready for Korea by 2006.

The Conference focused on improving victim assistance, enhancing the military's role in humanitarian demining and encouraging co-operation between the public and private sectors. Among the Conference's achievements were agreements to:

- Develop solid baseline data. The U.S. is compiling the most up-to-date data on the global AP mines crisis for its publication, *Hidden Killers*. Delegates welcomed its main conclusion that the number of mines in the ground is less than the previous estimate of 110 million. With the support of UNMAS, NGOs will conduct extensive surveys in 10 of the most severely mine-affected countries over the next 30 months. The UN Foundation,

which manages Ted Turner's UN contribution, is offering to match donor government contributions to the surveys.

- Co-ordinate technology R&D and technology application in mine-affected countries. The U.S. and European Commission agreed on three specific proposals aimed at creating and accelerating the use of effective, safe and affordable technology for humanitarian demining. Several countries expressed interest in participating, and the UN has agreed to play a co-ordinating role in the R&D effort.



Washington Conference

The Washington Conference and the U.S.'s AP mines policy announcement have demonstrated the U.S. commitment to bring the scourge of landmines that kill innocent civilians to an end in years, not decades. With effective international co-ordination, this goal can be achieved. The U.S. looks forward to working with its partners in the international community to make this happen. 

Karl Frederick Inderfurth  
U.S. Special Representative  
Global Humanitarian Demining

## Moving Forward

### Survey Needed for the Road Ahead

“Ottawa” was not a signpost at the end of the road; Rather, it was a marker signaling the construction of a road through previously-uncharted territory. An accurate survey is required before any road can be properly built.

A comprehensive survey program is required to address questions such as: Where are the mines? What impact are they having? Why should we expend resources there? How much is required to solve the problem?

The Survey Contact Group (SCG) concentrates experienced survey experts and policy-makers in a series of workshops in order to develop a survey mechanism. The Survey Working Group (SWG) comprises:

- the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (Switzerland);
- Handicap International (Belgium and France);
- Mine Clearance Planning Agency (Afghanistan);
- United Nations Mine Action Service (UNMAS);
- Vietnam Veterans of America Foundation / Veterans International (USA);
- Landmine Survivors Network (USA);
- Medico International (Germany);
- Norwegian Peoples' Aid (Norway); and
- Mines Advisory Group (UK).

**Ottawa II Mar 98**

Survey Contact Group (SCG) is formed. SCG commitments include establishing a survey mechanism.



**Brussels I Apr 98**

Survey Working Group (SWG) is established. Survey Principles and Standards are developed and accepted.



**Brussels II June 98**

Survey Task Force (STF) is created. Survey Action Centre (SAC) is formed to expedite survey action. WAF/VI is appointed to manage the SAC.

The SWG has succeeded in developing enhanced principles and standards for Level One General Mine/Unexploded Ordinate (UXO) Surveys, and in creating a Survey Task Force (STF) with implementing mechanisms based on experience and available survey resources.

This survey process creates a blueprint for recognized professional groups to conduct standardized surveys under the co-ordination of the United Nations Mine Action Service (UNMAS). This will ensure systematic information collection and processing, transparently distributed in a quality-assurance structure.

**Survey Working Group**  
GICHD, HI, LSN, MAG, MCPA, NPA, UNMAS, WAF/VI  
Group focused on Survey Policies, Issues and Formats



**Survey Contact Group**  
Broad-based interest groups (i.e., Donor Community, NGOs, International Organizations, the UN, etc.)



**Survey Task Force**  
**Survey Executive**  
HI, LSN, MCPA, NPA, WAF/VI  
Committee overseeing Survey Action assuring adherence to principles and standards  
**Survey Action Centre**  
Facilitates implementation of surveys through various mechanisms

Informed decisions based on good information will give mine action planners quantifiable indicators in order to set priorities and mobilize resources.

The survey mechanism allows for expedited Level One General Mine/UXO Surveys to be carried out globally. Furnishing a wide base of quantifiable indicators — such as socio-economic and mine victim assessments — will provide baseline data for the international community to measure progress.

Dave McCracken  
Program Manager  
Survey Action Centre  
Vietnam Veterans of America Foundation / Veterans International (USA)

## Moving Forward

### Budapest Conference: Anti-personnel Mines are Weapons of the Past

A three-day regional conference on anti-personnel landmines was hosted by the Hungarian government in Budapest in March 1998. The conference, sponsored by the International Committee of the Red Cross (ICRC), brought together representatives of governments and non-governmental organizations from nineteen Central and Eastern European countries. It ended with a declaration by ICRC President Cornelio Sommaruga that mines were "weapons of the past, not of the future."

A major focus of part of the conference was the human cost and military utility of anti-personnel mines. The participants, many from the region's ministries of defence and foreign affairs, adopted a very strong final declaration stating that the human cost of anti-personnel mines far outweighed their military utility, and that early adherence to the Ottawa Convention should be urged.

Ten governments in the region had already signed the Ottawa Convention and, during the conference, Hungarian President Arpad Goncz signed his country's instrument of ratification.

Canada's Mine Action Team

Since September 4, 1998, the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD) has a website at:

[www.isn.ethz.ch/gichd](http://www.isn.ethz.ch/gichd). This site, currently under construction, contains general information on activities and the present and future organization of the GICHD.

### The HansenCycle Appropriate Technology for Mine Victims

From the original “Man in Motion World Tour”, – Rick Hansen’s around the world in a wheelchair odyssey – to the recent creation of the Rick Hansen Institute, Mr. Hansen, a Canadian, has dedicated his life to initiatives that have a significant impact on the health and quality of life of persons with disabilities. It is with this goal in mind that Rick Hansen has pursued the development of a handcycle which will greatly aid the victims of landmine disasters.

The HansenCycle was developed by Rick Hansen Enterprises specifically to address the needs of

those people in the developing world who have mobility impairments. Designed as a utility vehicle, this rugged and durable handcycle enables persons with disabilities to transport themselves and their cargo through all types of terrain, making the HansenCycle an ideal product for the victims of landmine disasters. It provides its users with independence, as well as opportunities for employment and full participation in their respective communities.

For more information on the HansenCycle, please contact Mike Reid of Rick Hansen Enterprises at (604) 822-9079.

Mike Reid  
Rick Hansen Enterprises



## Moving Forward

### Jordan Signs Treaty

#### NGOs Create Momentum in Region

The first regional meeting on landmine injury and rehabilitation in the Middle East, "Surviving the Scourge of Landmines," took place in Amman, Jordan on July 11-12, under the patronage of Her Majesty Queen Noor Al Hussein. The event was organized by the Landmine Survivors Network and the International Campaign to Ban Landmines (ICBL), and was sponsored by Norway and Canada.

Queen Noor announced Jordan's signature to the Ottawa Convention during the opening plenary. On August 12, Jordan became the 129th country to sign the Ottawa AP mine Ban Convention. In the region, only four other countries have signed the Convention: Yemen (who has ratified), Algeria, Qatar and Tunisia. Jordan's commitment to the anti-personnel mine issue and adherence to the Convention will

surely spark the enthusiasm of other countries in the Middle East, and, it is hoped, will provoke a snowball effect that will encourage other countries to sign the Convention. There is a strong commitment and momentum amongst the non-governmental organization (NGO) community in the region to approach individual governments to ban the use, production, export and stockpiling of landmines.

The Landmine Survivors Network introduced a bill of rights for survivors of AP mines. Governments and international agencies, NGOs and religious authorities in the region are committed to the establishment of national and regional rehabilitation



Her Majesty Queen Noor of Jordan

centres, the promotion of legislation and the implementation of policies that will provide affordable, quality care and effective treatment to mine victims and disabled persons. 

Canada's Mine Action Team

### Vienna Conference Examines Convention Implementation

The "European Seminar on the Implementation of Treaty Obligations with Regard to Mines in the Armed Forces," co-hosted by Austria and Italy, was held in Vienna in July, 1998. The seminar was the first of its kind organized by ministries of defence for military experts, and 33 European countries participated.

Against the background of the rapid ratification process of the Ottawa Convention, the seminar considered the challenges and objectives of the Convention. It demonstrated and evaluated methods of mine detection, clearance and destruction, as well as focused on international co-ordination and co-operation in mine action. Practical experience on the destruction of stocks was exchanged, taking into account environmental concerns and cost-effectiveness.

The seminar provided a useful forum for discussing the use of military expertise for humanitarian mine-clearance in a co-ordinated and coherent way. It also offered participants concrete methods for reaching the objectives of the Ottawa Convention. 

Canada's Mine Action Team

## Moving Forward

### The ICBL Launches the Landmines Monitor Initiative

From September 15 to 18, representatives of non-governmental organizations (NGOs) and country campaigners met in Dublin, Ireland to discuss *Landmines Monitor* — the civil society based reporting network for monitoring nations' compliance with the 1997 Ottawa Convention and other aspects of the global landmines crisis. The *Landmines Monitor* initiative seeks to complement the existing state-based reporting and compliance mechanisms established by the treaty. It aims to provide a constant flow of standardized and high quality data from the field on the nature of the anti-personnel mine crisis in all its aspects. The findings of the reporting network will be presented in an annual report.

*Landmines Monitor* requires the participation of mine-affected communities, International Campaign to Ban Landmines (ICBL) country campaigns and NGOs, international organizations, the media and ordinary citizens. The Ottawa Convention would not have been achieved without the support and work of people living in mine-affected areas, and people everywhere must work together to monitor compliance.

*Landmines Monitor* hopes to draw on the experience of monitoring other conventions and treaties relating to women, the environment, human rights, peace and

disarmament. While *Landmines Monitor* is an initiative by the ICBL, overall responsibility for developing and co-ordinating the *Landmines Monitor* system and for producing the annual report rests with a "Core Group" consisting of Handicap International, Human Rights Watch, Kenyan Coalition Against Landmines, Mine Action Canada and Norwegian Peoples' Aid. This Core Group works with a larger "Working Group" of NGOs that intend to play a very active role in *Landmines Monitor*.

In addition to exchanging information, assessing what research and data-gathering has taken place, and identifying what gaps and needs exist, the *Landmines Monitor* meeting also included training workshops and emphasize the development of common research methods and reporting mechanisms. To participate in *Landmines Monitor* or to obtain more information, please contact: any of the Landmines Monitor Core Group Members, Human Rights Watch at 1522 K St. NW #910, Washington, DC, 20005, USA, tel: (202) 371-6592, fax: (202) 371-0124 — or Mines Action Canada (MAC) at 1 Nicholas St., Suite 1210, Ottawa, ON, K1N 7B7, tel: (613) 234-6755, e-mail: macpaul@web.net. 

By Mary Wareham, Human Rights Watch

### Moscow Regional Conference: New Steps for a Mine-Free Future

From May 27 to 29, the International Campaign to Ban Landmines, in co-operation with International Physicians for the Prevention of Nuclear War, hosted the first-ever international non-governmental organization conference on landmines in Russia. Participants came from across the territory of the former Soviet Union, and from as far away as Australia and Pakistan. The focus of the meeting was to encourage participants to embrace the concept of a total and unconditional ban on landmines and to join the Ottawa Process.

Progress in this region, both in terms of a campaign and in the evolution of policy, will be made in small, but significant, steps. For example,

Russia declared another five-year moratorium on the export of dumb mines (i.e., mines that are not equipped with a self-destruction mechanism and are invisible to mine detectors). Russia is also destroying 500 000 anti-personnel mines this year, and is expanding its

**Russia is destroying 500 000 anti-personnel mines this year, and is expanding its participation in humanitarian mine clearance activities worldwide**

participation in humanitarian mine clearance activities worldwide.

These small steps might encourage campaigners and advocates to speak up on this issue for the first time, or give birth to a new campaign or humanitarian NGOs.

The value of this type of conference is that a range of participants from the region, including NGOs, veterans groups, church organizations, doctors and government officials, had their first opportunity to: focus on the issue of landmines; discuss the humanitarian impact of landmines; and examine the options available to them to contribute to global efforts to eliminate these inhumane weapons forever. 

Canada's Mine Action Team

## Mine Action Resources

All resources are available in English and French or bilingual format and can be ordered through the Department of Foreign Affairs and International Trade at:

Tel: 1-800-267-8376 (Toll-free in Canada)  
(613) 944-4000 (International or local calls)  
Fax: (613) 996-9707

### Print Materials

- ➔ *AP Mine Ban: Progress Report*  
A regular quarterly report provided by Canada on the anti-personnel mine ban (glossy, 4-colour, 12 pages)
- ➔ *Monthly Progress Report* (2 to 3 pages)
- ➔ *A Global Ban on Landmines*  
A short background (2 pages)  
Long background (5 pages)
- ➔ *Ratification Packet for the 1997 Convention on the Prohibition of Anti-personnel Mines and on their Destruction*  
Produced by the International Committee of the Red Cross  
(8 1/2 by 11 format, 5 pages, also available in Spanish)
- ➔ *Preamble on Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on their Destruction: "The Ottawa Treaty"*  
(8 1/2 by 11 format, 23 pages - also available in Spanish, Russian, Chinese and Arabic)



### Electronic Resources

#### Video

- ➔ "Ban Landmines" — 5 minutes (from the December 1997 Conference)
- ➔ "One Step at a Time" — 24 minutes (perfect format for broadcaster; international broadcasting rights have been obtained for stock footage; licensing fee for airing can be donated to NGOs; also available in Russian and Spanish)
- ➔ "Years, not Decades" — short version, 5 to 7 minutes (will be available by the end of September; ideal format for speaking engagements)

#### CD-ROM

- ➔ "Ban Landmines! The Ottawa Process and the International Movement to Ban Landmines"

#### Web sites

- ➔ "SAFELANE" at [www.mines.gc.ca](http://www.mines.gc.ca)
- ➔ Mines Action Canada at [www.minesactioncanada.com](http://www.minesactioncanada.com)
- ➔ International Campaign to Ban Landmines at [www.icbl.org](http://www.icbl.org)
- ➔ International Committee of the Red Cross at [www.icrc.org](http://www.icrc.org)



### Contacts on Mine Action within the Government of Canada:

- ➔ Mine Action Team, Department of Foreign Affairs and International Trade  
(613) 944-1643
- ➔ International Humanitarian Assistance, Multilateral Branch, Canadian International Development Agency  
(819) 994-3936
- ➔ Department of National Defence  
(613) 992-3988
- ➔ Space, Electronics and Defence, Industry Canada  
(613) 941-8123

The Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) has taken the lead on the Convention ratification and universalization, as well as on international coordination, global priority-setting and monitoring Convention implementation. DFAIT is also working in cooperation with the Department of National Defence (DND) on AP mine stockpile destruction. The Canadian International Development Agency (CIDA), meanwhile, is taking the lead on demining and victim assistance. DND and the Department of Industry are cooperating on research, development and marketing of appropriate Canadian demining technologies. 

### Ministerial Appointment: Canadian Ambassador for Mine Action

Canadian Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy announced in May the appointment of Jill E. Sinclair as Ambassador for Mine Action. Ms. Sinclair is supported by the newly-created Mine Action Team within the Department of Foreign Affairs and International Trade.

"The appointment of an Ambassador for Mine Action and the creation of the Mine Action Team are positive steps in meeting our commitment to the Agenda for Mine Action," said Mr. Axworthy. "Canada is maintaining the momentum of Ottawa Process II and we are continually renewing our efforts in this important humanitarian initiative."

The post of Ambassador for Mine Action has been created to ensure that the Ottawa Convention is effectively implemented. The Mine Action Team is responsible for promoting the entry-into-force of the Convention, universalization, and the full implementation of its provisions in partnership with the Canadian International Development Agency (CIDA), the Department of Defence (DND) and Industry Canada. 

## List and map of signatories and ratifications to the AP Mine Ban Convention

**■ Signatories**  
**■ Ratifications**

1. Albania / Albanie
2. Algeria / Algérie
3. Andorra / Andorre\*
4. Angola / Angola
5. Antigua and Barbuda / Antigua-et-Barbuda
6. Argentina / Argentine
7. Australia / Australie
8. Austria/Autriche\*
9. Bahamas / Bahamas\*
10. Bangladesh/Bangladesh
11. Barbados / Barbade
12. Belgium / Belgique\*
13. Belize/Bélize\*
14. Benin / Bénin
15. Bolivia / Bolivie\*
16. Bosnia Herzegovina / Bosnie-Herzégovine\*
17. Botswana / Botswana
18. Brazil / Brésil
19. Brunei Daurussalam / Brunei Darussalam
20. Bulgaria / Bulgarie\*
21. Burkino Faso / Burkino Faso\*
22. Burundi / Burundi
23. Cambodia / Cambodge
24. Cameroon / Cameroun
25. Canada / Canada\*
26. Cape Verde / Cap Vert
27. Chad/Tchad
28. Chile / Chili
29. Colombia / Colombie
30. Cook Islands / Îles Cook
31. Costa Rica / Costa Rica
32. Côte d'Ivoire / Côte d'Ivoire
33. Croatia / Croatie\*
34. Cyprus / Chypre
35. Czech Republic / République tchèque
36. Denmark / Danemark\*
37. Djibouti / Djibouti\*
38. Dominica / Dominique
39. Dominican Republic / République Dominicaine
40. Ecuador / Équateur
41. El Salvador / Le Salvador
42. Ethiopia / Éthiopie
43. Equatorial Guinea / Guinée équatoriale\*
44. Fiji / Fidji\*
45. France / France\*
46. Gabon / Gabon
47. Gambia / Gambie
48. Germany / Allemagne\*
49. Ghana / Ghana
50. Greece / Grèce
51. Grenada / Grenade\*
52. Guatemala / Guatemala
53. Guinea / Guinée
54. Guinea-Bissau/Guinée-Bissau
55. Guyana/Guyana
56. Haiti / Haïti
57. Holy See / Saint-Siège\*
58. Honduras / Honduras
59. Hungary / Hongrie\*
60. Iceland / Islande
61. Indonesia / Indonésie
62. Ireland / Irlande\*
63. Italy / Italie
64. Jamaica / Jamaïque\*
65. Japan / Japon
66. Jordan/Jordanie
67. Kenya / Kenya
68. Lesotho / Lesotho
69. Liechtenstein / Liechtenstein
70. Luxembourg / Luxembourg
71. Macedonia, Former Yugoslav Republic of / Macédonie, Ex-Républic yougoslave de\*
72. Madagascar / Madagascar
73. Malawi / Malawi\*



## Liste et carte des signataires et ratifications pour la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

**■ Signataires**  
**■ Ratifications**



74. Malaysia / Malaisie
75. Mali / Mali\*
76. Malta / Malte
77. Marshal Islands / Îles Marshall
78. Mauritania / Mauritanie
79. Mauritius / Maurice\*
80. Mexico / Mexique\*
81. Monaco / Monaco
82. Mozambique / Mozambique\*
83. Namibia / Namibie
84. Netherlands / Pays Bas
85. New Zealand / Nouvelle-Zélande
86. Nicaragua / Nicaragua
87. Niger / Niger
88. Niue / Nioue\*
89. Norway / Norvège\*
90. Panama / Panama
91. Paraguay / Paraguay
92. Peru / Pérou\*
93. Philippines / Philippines
94. Poland / Pologne
95. Portugal / Portugal
96. Qatar / Qatar
97. Republic of Moldova / République de Moldova
98. Romania / Roumanie
99. Rwanda / Rwanda
99. Saint Lucia / Sainte-Lucie
99. Saint Vincent and the Grenadines / Saint-Vincent-et-les-Grenadines
101. Saint Kitts and Nevis / Saint-Kitts-et-Nevis
102. Samoa / Samoa\*
103. San Marino / Saint-Marin\*
104. Sao Tomé/Sao Tomé
105. Senegal / Sénégal
106. Seychelles / Seychelles
107. Sierra Leone/Sierra Leone
108. Slovak Republic / Slovaquie
109. Slovenia/Slovénie
110. Solomon Islands / Îles Salomon
111. South Africa / Afrique du Sud\*
112. Spain / Espagne
113. Sudan / Soudan
114. Suriname / Suriname
115. Swaziland / Swaziland
116. Sweden / Suède
117. Switzerland / Suisse\*
118. United Republic of Rania / République unie de Tanzanie
119. Thailand / Thaïlande
120. Togo / Togo
121. Trinidad and Tobago / Trinité-et Tobago\*
122. Tunisia / Tunisie
123. Turkmenistan / Turkménistan\*
124. Uganda / Ouganda
125. United Kingdom / Royaume-Uni\*
126. Uruguay / Uruguay
127. Vanuatu / Vanuatu
128. Venezuela / Venezuela
129. Yemen / Yemen\*
130. Zambia / Zambie
131. Zimbabwe / Zimbabwe\*

\* Indicates that the country has ratified, accepted, approved, or acceded to the Convention.  
\* Indique que la pays a ratifié, accepté ou approuvé la Convention, ou y a accédé.